



Conseil Economique
et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1998/NGO/45
11 mars 1998

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-quatrième session
Point 13 de l'ordre du jour provisoire

ETAT DES PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME

Exposé écrit présenté par Human Rights Advocates, organisation
non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé ci-après, qui est distribué
conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[3 mars 1998]

Il est demandé aux Etats d'oeuvrer à l'abolition
de la peine de mort pour les mineurs

1. Human Rights Advocates (HRA) appuie et encourage le travail accompli par le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires pour faire abolir la peine de mort. HRA recommande que les Etats continuent de coopérer avec le Rapporteur spécial et oeuvrent pour une abolition de la peine capitale dans le monde entier, en particulier en ce qui concerne les mineurs.
2. Depuis 1990, cinq pays ont exécuté des personnes qui étaient âgées de moins de 18 ans au moment où elles ont commis leur crime. Il s'agit des pays suivants : Iran (République islamique d'), Pakistan, Arabie saoudite, Etats-Unis et Yémen ¹. Les Emirats arabes unis maintiennent aussi la peine de mort pour les mineurs, mais l'on ne sait pas avec certitude s'il y a eu des exécutions ces dernières années.

3. C'est en 1993 que le Yémen a pour la dernière fois exécuté un mineur; l'intéressé n'était âgé que de 13 ans au moment où il avait commis son crime. Néanmoins, en 1994, le Yémen a promulgué un nouveau code pénal modèle qui porte l'âge minimum de la peine capitale à 18 ans ². Bien que l'on n'ait guère de renseignements sur l'application de cette loi, le Yémen doit être félicité d'avoir mis sa législation en conformité avec les normes internationales.

4. On pourrait dire que puisque actuellement seuls cinq pays prévoient la peine de mort pour les mineurs ³, ce qu'interdisent le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Convention relative aux droits de l'enfant, l'abolition de cette peine pour les mineurs devrait être considérée comme faisant partie du droit international coutumier. Cette conclusion est confirmée par le fait que l'interdiction de prononcer la peine de mort contre les mineurs n'est pas susceptible de dérogations. Même la plupart des pays qui n'ont pas aboli la peine de mort l'ont abolie pour les mineurs de 18 ans.

Etats-Unis d'Amérique

5. Les Etats-Unis ont ratifié le Pacte international relatif aux droits civils et politiques en 1992 avec une réserve à l'article 6 ⁴. Les Etats-Unis sont de loin le pays le plus en faute, ayant exécuté neuf mineurs depuis que la peine de mort a été rétablie dans le pays en 1976 ⁵. Actuellement, 67 mineurs attendent d'être exécutés aux Etats-Unis. Deux tiers des mineurs délinquants appartiennent à une minorité, près de deux tiers de leurs victimes étaient de race blanche ⁶. Vingt-quatre des 38 Etats des Etats-Unis où la peine capitale existe ont fixé à moins de 18 ans l'âge à partir duquel un accusé peut être passible de la peine de mort ⁷. La Cour suprême a décidé que les mineurs de 15 ans étaient trop jeunes pour être condamnés à mort, mais a expressément autorisé la condamnation des mineurs de 16 et 17 ans à cette peine ⁸.

6. Vingt-six des 67 mineurs condamnés attendant d'être exécutés sont détenus au Texas. Sur ces 26, 22 sont membres de minorités ⁹. D'une manière générale, le mineur délinquant en attente d'exécution est un Africain-Américain ou un Hispanique qui a commis son crime à l'âge de 17 ans sur la personne d'un adulte de race blanche ¹⁰.

7. Au cours de la dernière décennie, le nombre total des détenus en attente d'exécution aux Etats-Unis a augmenté de 165 % et le nombre de mineurs délinquants condamnés à mort de 103 % ¹¹. Il est clair que les Etats-Unis s'éloignent rapidement de l'objectif international de l'abolition de la peine capitale. C'est aussi l'un des deux seuls pays (l'autre étant la Somalie) qui n'ont pas encore ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant.

Autres Etats ne respectant pas les dispositions des Pactes

8. La République islamique d'Iran a ratifié le Pacte international relatif aux droits civils et politiques en 1976 et la Convention relative aux droits de l'enfant en 1994. A ce jour, on ne sait pas exactement combien de condamnés mineurs délinquants sont en attente d'exécution, mais il est établi qu'au moins un mineur a été exécuté en 1990 et trois en 1992 ¹². Amnesty International a relaté l'histoire d'une jeune fille de 15 ans qui a été

condamnée à mort en 1993, mais en mai 1995, date à laquelle Amnesty a établi son rapport, on ne savait pas si elle avait été exécutée ¹³. L'Iran est réticent à fournir des renseignements détaillés au Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires ¹⁴. Le Représentant spécial, dans le rapport qu'il a présenté à la Commission en 1996, a demandé que le Gouvernement iranien fournisse officiellement des informations sur le nombre des exécutions auxquelles il a été procédé depuis le début de l'année iranienne 1373 ¹⁵.

9. L'Arabie saoudite n'a pas encore ratifié le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, mais elle a ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant en 1996, sans réserve. On ne sait pas combien de mineurs ont été exécutés au cours de la dernière décennie, ni combien attendent actuellement d'être exécutés. Toutefois, il est attesté qu'au moins un condamné mineur a été exécuté en 1992 ¹⁶ et que parmi ceux qui attendent d'être exécutés pourrait se trouver un groupe de Pakistanais, y compris des enfants âgés de 5 ans seulement, qui sont détenus au secret et accusés d'infractions liées au trafic de drogues ¹⁷. Dans son rapport de 1996, le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires a noté avec regret qu'il n'avait reçu aucune réponse du Gouvernement aux demandes de renseignements qu'il lui avait adressées sur ces questions ¹⁸.

10. Le Pakistan n'a pas encore ratifié le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, mais il a ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant en 1990. On ne sait pas combien de mineurs attendent actuellement d'être exécutés au Pakistan, mais le dernier à y avoir été exécuté est Shamun Masih, exécuté en 1997; il avait été condamné en 1991 pour un vol à main armée et un triple meurtre qu'il avait commis avec Javed Masih (qui a aussi été exécuté mais dont l'âge n'a pas été communiqué) alors qu'il était âgé de 14 ans ¹⁹. Actuellement, le Pakistan n'a pas fixé d'âge minimum à partir duquel la peine capitale peut être prononcée. Toutefois, en 1995, un projet de loi sur les mineurs délinquants a été présenté au Parlement qui fixerait à 16 ans l'âge minimum à partir duquel la peine capitale peut être prononcée ²⁰. Bien qu'il s'agisse d'un pas dans la bonne direction, le Pakistan est encore bien en deçà de la norme fixée par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Convention relative aux droits de l'enfant, aux termes desquels seuls peuvent être condamnés à mort les délinquants âgés de 18 ans révolus au moment où ils ont commis leur crime.

11. Les Emirats arabes unis ont ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant en 1997, sans réserve, mais ils n'ont pas encore ratifié le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. La législation nationale autorise toujours la condamnation à mort de mineurs ²¹. Le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires a regretté de ne pas avoir reçu de réponse du Gouvernement lorsqu'il a établi son rapport de 1996.

Recommandations

12. HRA recommande que la Commission demande aux cinq pays susvisés de lui présenter des rapports de situation chaque année à compter de sa session de 1999. Ces rapports exposeraient en détail les progrès accomplis par le pays dans les efforts qu'il déploie pour éduquer sa population en ce qui concerne la condamnation des mineurs à mort et les traités internationaux qui la condamnent. Ces rapports indiqueraient aussi de manière détaillée les progrès accomplis par chaque pays s'agissant de fixer à 18 ans l'âge à partir duquel un accusé peut être condamné à la peine capitale et de commuer ou d'annuler les condamnations à mort qui ont déjà été prononcées contre des mineurs.

13. HRA recommande que la Commission demande instamment aux Etats-Unis de retirer leur réserve à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de ratifier sans réserve la Convention relative aux droits de l'enfant.

14. HRA recommande que la Commission demande aux Etats-Unis de lui fournir des rapports détaillés sur les mesures prises pour informer et éduquer chacun des Etats du pays quant aux prescriptions contenues dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. HRA recommande en outre que la Commission prie le Gouvernement des Etats-Unis de prendre des mesures précises pour garantir le respect des dispositions du Pacte. Il pourrait, par exemple, faire voter des mesures législatives privant de crédits fédéraux l'administration pénitentiaire et la police des Etats où les mineurs délinquants sont toujours passibles de la peine de mort.

15. HRA recommande que la Commission prie instamment la République islamique d'Iran de fournir officiellement les renseignements demandés par le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et d'y joindre des informations précises quant à l'âge du délinquant, le type d'infraction commise, le mode d'exécution, et la race, l'origine ethnique et la religion de la victime et du délinquant.

16. HRA recommande que la Commission prie instamment l'Arabie saoudite, le Pakistan et les Emirats arabes unis de ratifier sans réserve le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

17. HRA recommande que la Commission exhorte tous les Etats à coopérer pleinement avec le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et de lui fournir toutes les informations requises.

18. HRA recommande que la Commission prie les pays de suivre l'exemple du Parlement européen, qui refuse de tenir des réunions ou autres conventions dans les pays où la peine de mort demeure en vigueur ²².

Notes

1. Amnesty International, *Juveniles and the Death Penalty: Executions Worldwide Since 1985*, Index AI : ACT 50/05/95, août 1995.
2. Rapport d'Amnesty International sur le Yémen, Index AI : MDE 31/01/97.
3. Dans le rapport d'Amnesty International sur l'application de la peine de mort aux mineurs, il est indiqué que depuis 1985 les pays ci-après ont exécuté des mineurs : Bangladesh, Iran (République islamique d'), Iraq, Nigéria, Pakistan, Arabie saoudite, Etats-Unis et Yémen. Ce rapport, ni aucun autre rapport récent, n'indique si la législation a été modifiée au Bangladesh, en Iraq ou au Nigéria, mais aucune exécution de mineur n'a été signalée dans ces pays au cours des 10 dernières années. Si la législation prévoit toujours que la peine capitale peut être prononcée contre un mineur, HRA recommande que la Commission demande instamment à ces pays d'adopter une loi fixant à 18 ans l'âge à partir duquel un accusé peut être condamné à mort.
4. A sa cinquante-troisième session, le Comité des droits de l'homme a conclu que ces réserves étaient incompatibles avec le Pacte et a recommandé qu'elles soient retirées (voir CCPR/C/79/Add.50, par. 27).
5. Victor Streib, *Death Sentences and Executions for Juvenile Crimes Over the Last Quarter Century 1973-1997*, 1998, p. 4, tableau 1.
6. Ibid, p. 12, tableau 6.
7. Ibid, p. 5, tableau 2.
8. Thompson c. Oklahoma, 487 U.S. 815 (1988) et Stanford c. Kentucky, 492 U.S. 361 (1989).
9. Streib, op. cit., p. 23 à 25, appendice B.
10. Ibid., note 11.
11. Ibid.
12. Amnesty International, op. cit., note 1, p. 8 et 9.
13. Amnesty International, *Iran: Official Secrecy Hides Continuing Repression*, Index AI : MDE 13/02/95.
14. Voir E/CN.4/1996/4, par. 265.
15. Voir E/CN.4/1996/59, par. 47.
16. Amnesty International, op. cit., note 1, p. 8 et 9.
17. Amnesty International, Index AI : MDE 23/07/97, juillet 1997.
18. E/CN.4/1996/4, par. 265.

19.Rapport d'Amnesty International sur la peine de mort au Pakistan Index AI :
ASA 33/10/96, septembre 1996.

20.Ibid.

21.E/CN.4/1996/4, par. 499.

22.Un membre du Parlement européen, M. Lucio Manisco, Vice-Président de la
délégation chargée des relations avec les Etats-Unis, a écrit à son homologue
du Congrès que le Parlement européen jugeait totalement inacceptable de tenir
sa réunion aux Etats-Unis à Houston (Texas), parce que les membres
du Parlement considéraient le Texas comme la "capitale des exécutions"
aux Etats-Unis et ils proposaient d'autres lieux de réunion dans des
Etats qui n'avaient pas rétabli la peine de mort. Voir
http://www.yahoo.com/headlines/980204/news/stories/tucker_15.html.
